Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 4 (1912)
Heft: 9

Artikel: Le prolétariat et la guerre [suite]
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-382952

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le prolétariat et la guerre.

(Suite.)

Le congrès international socialiste à Bâle.

Nous n'avons pas l'intention de rapporter ici en détail sur cette superbe démonstration antimilitariste, spécialement dirigée contre ceux qui sont responsables de la guerre des Balkans et des dangers de guerre menaçant aujourd'hui un peu tous les pays d'Europe, qui a eu lieu à Bâle, les dimanche et lundi 24 et 25 novembre.

La presse ouvrière quotidienne et même la presse bourgeoise se sont chargées de cette besogne, cela en ajoutant les commentaires correspondant au point de vue observé par les rapporteurs. Retenons seulement les faits les plus importants.

Près de 600 délégués des pays les plus divers, parmi lesquels 76 délégués de l'Allemagne, 120 délégués de la France, 62 délégués suisses et plus de 60 délégués russes, s'étaient réunis pour prendre part à ce congrès.

Quant à la manifestation du dimanche, elle a pleinement réussi, puisque l'on compta près de 100,000 assistants et plus de 14,000 participants au cortège de démonstration parcourant les rues le Bâle, le dimanche après-midi.

L'immense cathédrale, gracieusement mise à la disposition du comité d'organisation, n'a guère pu contenir plus d'un tiers des participants au cortège. Il a fallu partager la besogne. Pendant que Haase (Berlin), Jaurès, Keir-Hardie, Greulich, Sakasoff (Sofia) et Victor Adler se chargèrent d'exposer la situation créée par la guerre des Balkans, Trœlstra, Huysmans, Anseele, Grimm, Branting et d'autres militants haranguèrent la foule en plaidant en plein air de toute la force de leur poumons la cause de la paix. Partout on fut unanime à condamner la guerre comme un abominable moyen de lutte, indigue d'une humanité civilisée.

Les manifestants réunis à Bâle n'ont réclamé qu'une chose: la paix universelle.

Quant au congrès qui commença à travailler lundi matin, après avoir confié à une grande commission de militants le soin de préparer des rapports pour les différents pays et une résolution, deux choses surtout peuvent intéresser nos lecteurs.

Le rapport du camarade Trœlstra présenté au nom des délégués das petits pays.

Voici les points essentiels de ce rapport. Les délégués des Pays scandinaves, du Danemark, de la Finlande, de la Suisse, de la Belgique et de la Hollande acceptent à l'unanimité le manifeste élaboré par la commission du congrès, sur lequel Jaurès et Adler ont rapporté (voir à la suite).

Dans ces moments très critiques, les représentants des travailleurs des petits pays doivent également faire entendre leur voix, pour affirmer leur opposition contre la guerre et contre le militarisme.

L'esprit socialiste, l'idée de solidarité internationale ne sont pas moins vivants chez les délégués des petits pays que chez ceux des grands pays. Pour la Finlande, elle doit à cette occasion renouveler sa protestation contre l'oppression qu'elle subit par le tsarisme russe.

D'autre part, l'oppression et l'exploitation capitalistes, exigeant le maintien d'un militarisme à outrance, renouvelant toujours le danger de la guerre, ne sont pas moins ressenties dans les petits pays que dans les grands pays.

Aujourd'hui, on veut profiter des succès guerriers des petits pays des Balkans contre la grande Turquie, pour plaider en faveur du militarisme dans les petits pays de l'Europe occidentale. On réclamera chez nous des crédits plus considérables pour l'armée, un renforcement de nos armements déjà trop coûteux et on montrera les vainqueurs dans la guerre des Balkans comme exemple. Pourtant, cet exemple n'a aucune valeur, dès que l'on tient compte de la situation toute différente à l'ouest et au nord de l'Europe. Nous ne nous laisserons pas induire en erreur, puisque la preuve existe que l'autonomie des petits pays à l'ouest de l'Europe est basé sur les divergences d'intérêts des grandes puissances. Au cas où celles-ci se mettent d'accord, elles n'auront pas de peine à nous supprimer notre autonomie. Notre destinée en Belgique et en Hollande dépend actuellement des rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre. Si ces deux pays entrent en conflit, ce seront nos petits pays (la Belgique et la Hollande) qui seront choisis par les belligérants comme champ de bataille. D'autre part, la Scandinavie se trouve continuellement menacée par la Russie. Cette situation ainsi que la phrase de la sauvegarde de la neutralité servent de prétexte aux militaristes pour réclamer toujours davantage pour le militarisme. Pourtant, les charges militaires sont déjà trop lourdes, elles deviendront insupportables.

Il en est qui croyaient rendre les charges militaires plus supportables en propageant le système de l'armée de milices. L'exemple fourni par la Suisse a dû les détromper. Les gouvernements savent s'arranger aussi bien avec le système de l'armée de milices qu'avec celui de l'armée permanente quand il s'agit de la défense des intérêts bourgeois. Ainsi, quel que soit le point de vue sous lequel nous envisageons le problème, le peuple des petits pays n'est pas moins intéressé au maintien de la paix que celui des grands pays. Ce qui assure notre bonheur, ce qui garan-

tit notre bien-être dans les petits pays, ce ne sont pas 20,000 hommes de plus dans notre armée. Ce sera au contraire dans l'œuvre civilisatrice d'un travail paisible, dans une œuvre ininterrompue de réformes sociales que nous trouverons notre sécurité.

Voyez ce que le Danemark la Suisse, la Belgique et la Hollande ont déjà su réaliser comme civilisation, comme art. Voyez ce qu'ils ont su faire comme civilisation pour le bien-être général. Ces exemples prouvent à l'évidence que nul n'est besoin d'avoir un grand pays pour devenir un peuple civilisé.

Si l'on nous reproche d'être des sans-patrie, nous pouvons répondre que le congrès socialiste international, tenu à Londres en 1896, a expressément reconnu l'autonomie des nations. Et il suffit de rappeler les déclarations de Bebel et de Jaurès, dans les parlements allemand ou français, lors des débats sur les questions du militarisme. Ces vaillants lutteurs ont toujours combattu, avec toute l'influence et l'autorité qui leur sont propres, la guerre et le militarisme, sans pour cela combattre leur propre patrie. Cela ne veut pas dire non plus que les frontières doivent éternellement subsister. Mais nous pensons que la suppression ou le changement des frontières doivent se faire par des moyens autres que par une guerre meurtrière. A ce sujet, des peuples intelligents et civilisés doivent savoir s'entendre au lieu de se massacrer les uns les autres.

Voilà ce que nous demandons en protestant contre la guerre. D'autre part, nous devons exiger de la part des gouvernements des grands pays que pour le cas où une conférence diplomatique serait convoquée pour régler en dernier lieu les questions de divergences résultant de la situation des pays balkaniques, on entende également la voix des petits pays, les vœux de la classe sociale qui souffre le plus des conséquences de la guerre.

Si malgré tout, la guerre mondiale devait éclater, les prolétaires des petits pays suivraient leurs camarades des grands pays pour s'opposer, corps et âme, à la guerre. Au cas où le prolétariat serait appelé à se rendre au champ du carnage universel, il saura remplir son devoir socialiste. Mais nous pensons que nos gouvernants réfléchiront trois fois avant de nous proposer de nous servir de l'arme contre nos frères de travail. Il n'y a qu'une grande puissance capable et disposée à protéger en tout temps les petites nations, les faibles de ce monde. Cette puissance, c'est le socialisme international frayant le passage à une œuvre de civilisation sociale universelle. Il assurera en même temps la paix mondiale.

* * *

Dans le fond, tous les autres orateurs (ils n'étaient pas très nombreux) ont proclamé dans des variations plus ou moins bien trouvées et en faisant ressortir les circonstances particulières de leurs pays, les mêmes pensées que celle exprimées par le camarade Trœlstra.

Voici maintenant l'expression de la pensée de l'ensemble du congrès :

Manifeste de l'Internationale contre la guerre.

L'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague, les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuite de la lutte des classes et la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Plus que jamais les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles. D'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise. Elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage. D'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes. Les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les un contre les autres, sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national. La crise des Balkans qui a déjà causé tant de désastres deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat. Elle serait en même temps un des plus grands scandales de l'histoire par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque.

C'est donc avec joie que le congrès constate la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre. Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme, chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre toutes les fantaisies guerrières. Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération

des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée. La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne, qui serait la suite d'une guerre universelle, a été une garantie essentielle de la paix.

Le congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière.

Les partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche. Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer en Turquie un désordre économique et politique et une surexcitation des passions nationales qui devaient conduire nécessairement à la révolte et à la guerre. Contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par la classe bourgeoise, les socialistes des Balkans ont dressé avec un admirable courage la revendication d'une fédération démocratique. Le congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude. Il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre après la guerre pour empêcher que les résultats conquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par la dynastie, par le militarisme, par une bourgeoisie balkanique avide d'expansion. Le congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp, les Turcs et les Albanais. Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toute violence faite au droit de ces peuples et d'affirmer contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées la fraternité de tous les peuples des Balkans, y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains.

Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie et Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine, ont le devoir de continuer de toute leur force leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie. C'est leur devoir de résister comme ils l'ont fait jusqu'ici à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des fruits de la guerre, à la transformer en une colonie autrichienne, et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche-Hongrie, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls. Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourgs obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement. Les socialistes d'Autriche-Hongrie, comme les socialistes d'Italie, donneront une attention particulière à la question albanaise. Le congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes. Le congrès voit là non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore, dans un temps peu éloigné, une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante. Le congrès demande donc aux socialistes d'Autriche-Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leurs gouvernements d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence. Il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des relations pacifiques entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

C'est avec une grande joie que le congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes. Il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a apportés. Le congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons innombrables aux peuples des Balkans, livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé. Quand donc maintenant le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconquérir, sous un hypocrite prétexte et par une guerre sanglante sa prépondérance dans les Balkans. Le congrès compte que le prolétariat des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ces voiles de mensonge, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toute entreprise soit sur l'Arménie, soit sur Constantinople et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de la libération contre le despotisme tsariste. Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe. L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales.

Mais la tâche la plus importante dans l'action internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre. En ce mo-

ment les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si dans la suite l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure, c'est le devoir des socialistes d'Angleterre, de France et d'Allemagne de s'opposer de toute leur force à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle. Le congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand. Il salue les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme. Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime. Le congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne leur propagande en vue de cet accord. L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde. Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme. Il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie et il assurerait la paix universelle. Tous les efforts de l'Internationale doivent tendre vers ce but.

Le congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure. Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat. Il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore par des actions de guerre la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix. Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déchaîner la guerre. Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution du peuple russe. Qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous, s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays. Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets. Si les gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe à des résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux. L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme. Le congrès charge à cet effet le bureau socialiste international de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, la communication et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays. Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose à cette heure tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples, menacés de toutes les horreurs des massacres énormes, de la famine et de la peste.

Le congrès fait appel à vous, prolétaires et socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix. Affirmez votre volonté sous toutes les formes et partout. Elevez de toute votre force votre protestation unanime dans les parlements; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses; utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat mettent en vos mains, de telle sorte que les gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix. Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre des masses, le monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples.

Instruction de la classe ouvrière par les organisations syndicales et le Parti socialiste en Suisse.

De ce qui a été fait au sujet de l'instruction ouvrière.

Après avoir démontré le manque d'une œuvre d'instruction systématique et après avoir indiqué les causes principales pour lesquelles, à ce sujet, nous sommes restés en retard en Suisse, nous nous sentons obligés de parler également de ce